



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

Chaumont, le 19 septembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29 août 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CEPE de Haut-Chemin

52340 AGEVILLE

52340 ESNOUVEAUX

52800 LANQUE SUR ROGNON

1) Contexte

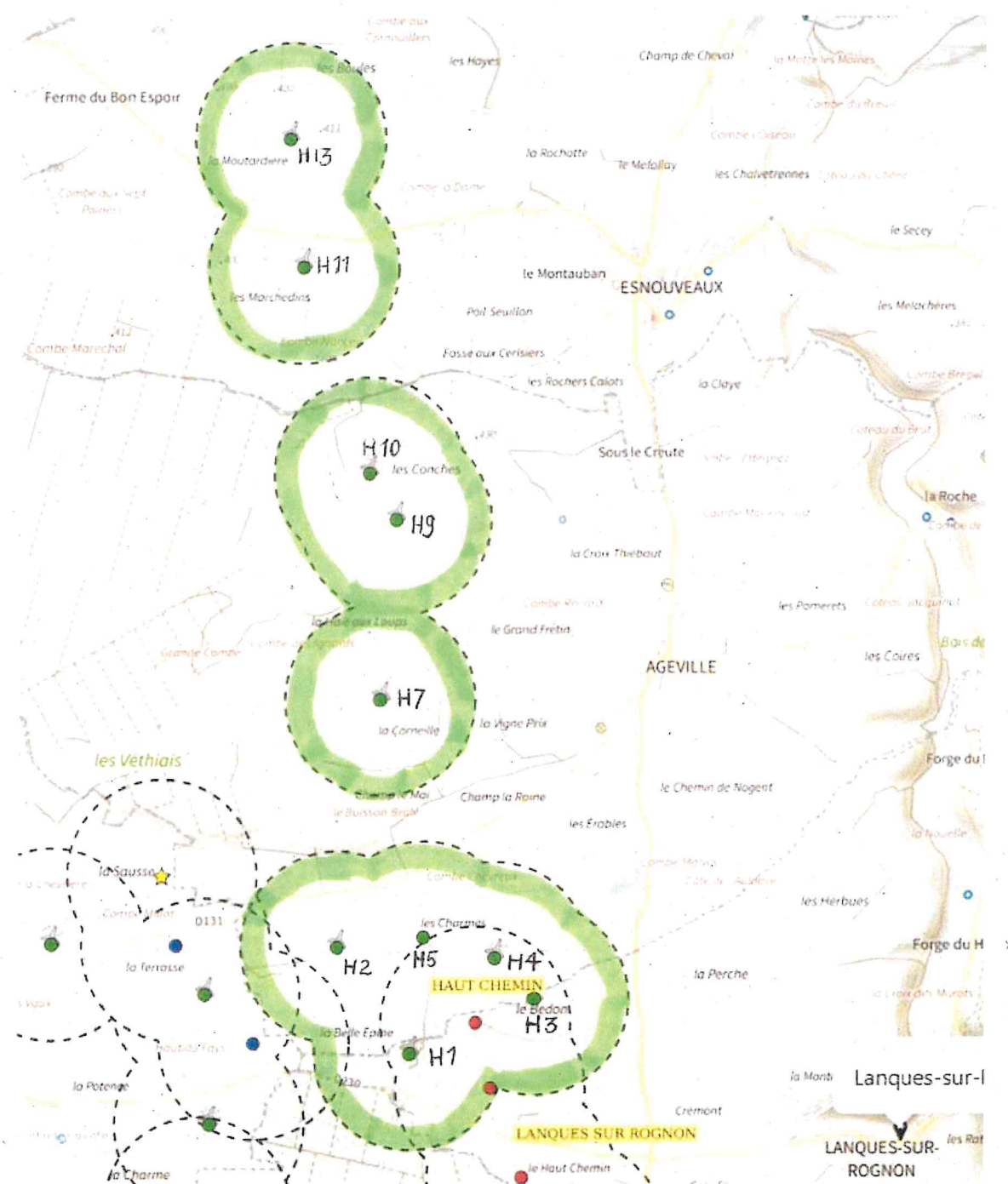
Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29 août 2024 dans l'établissement CEPE de Haut-Chemin implanté sur le territoire des communes de AGEVILLE, ESNOUVEAUX et LANQUES-SUR-ROGNON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 29 août 2024 de la Centrale Éolienne de Production d'Énergie (CEPE) de Haut-Chemin, implanté sur les territoires des communes de AGEVILLE, ESNOUVEAUX et LANQUES-SUR-ROGNON. Cette inspection a été menée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées en objectif 1 du PPC 2024 de l'UD10-52 et conformément au point 1 de l'annexe 1 de la note ministérielle du 24/11/2016 relatif au plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées relevant des articles L170-1 à L174-2 du titre VII du livre premier du Code de l'environnement traitant du système d'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEPE de Haut-Chemin
- AGEVILLE, ESNOUVEAUX et LANQUES-SUR-ROGNON,
- Code AIOT : 0005704333
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc est constitué de 10 aérogénérateurs de 2 MW, soit un total de 20 MW. La hauteur totale de chaque machine est de 150 mètres en bout de pale.
Parc mis en service en 2014.



2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Section 4 – Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Prescriptions complémentaires	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Section 4 – Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
3	Section 4 – Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
4	Section 4 – Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	Sans objet
5	Section 4 – Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Sans objet
6	Section 4 – Exploitation	Code de l'environnement du 24/11/2022, article 20	Sans objet
7	Section 5 – Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	Sans objet
8	Section 5 – Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
9	Section 4 - Exploitation	Arrêté Ministériel du 30/08/2011, article 19	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'examen en salle des documents a montré une préparation minutieuse de la visite d'inspection par RES. Les documents étaient disponibles par internet et ont été examinés. Les documents attestant de la conformité des articles examinés lors de la visite concernant l'éolienne H7, choisie par sondage, ont été transmis après la visite.

Néanmoins, le point de contrôle concernant l'article 12 de l'arrêté ministériel n'est pas conforme en l'absence de reconnaissance réglementaire du bridage en cours des éoliennes en faveur des chiroptères ; ce point nécessite de proposer un projet d'arrêté de prescriptions complémentaires Mme la Préfète. Cet arrêté comprendra également une prescription complémentaire visant à mener une étude spécifique relative au Milan royal.

Concernant l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26/08/2011, il est rappelé à l'exploitant la nécessité de garantir les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement en s'assurant que les déchets produits ne sont pas stockés dans un container sur site. En effet, l'exploitant s'expose à des sanctions administratives et pénales lors d'un contrôle et constat de présence d'un tel container même provisoire.

La visite d'inspection de l'éolienne H7 choisie par sondage et du PDL en H1 a montré un entretien des plateformes engravées régulier et un état de propreté irréprochable des installations.

L'exploitant veillera à la lisibilité des panneaux de signalisation des éoliennes, la végétation masquant le panneau d'annonce de l'éolienne H7.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Section 4 – Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p> <p>Pour un projet de renouvellement autre qu'un renouvellement à l'identique, l'exploitant met en place un suivi environnemental, permettant d'atteindre les objectifs visés au 1er alinéa du présent article, dans les 3 ans qui précèdent le dépôt du porter à connaissance au préfet prévu par le II de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement.</p>
Constats : <p>Le parc mis en service en 2014 avait fait l'objet d'un suivi de 5 ans de 2015 à 2020.</p> <p>5 Rapports ont été produits par le bureau d'étude environnemental :</p> <ul style="list-style-type: none">• juin 2016, rapport du suivi avifaune et chiroptères de la première année d'exploitation de juin 2015 à mai 2016;• juin 2018, rapport de synthèse du suivi avifaune et chiroptères des 2 premières années d'exploitation;• septembre 2018, rapport du suivi post implantation avifaune de juin 2017 à mai 2018, troisième année;• décembre 2019, rapport du suivi post-implantation avifaune et chiroptères de juin 2018 à mai 2019;• juin 2020, rapport post implantation avifaune et chiroptères de juin 2019 à mai 2020. <p>Chiroptères</p> <p>À l'issue de la seconde année d'exploitation, le second rapport du bureau d'étude environnemental montre une mortalité plus importante que l'année précédente de Chiroptères et propose que les éoliennes H7 et H10 soient bridées selon les critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• du 1er Juillet au 31 octobre, correspondant à la période d'élevage des jeunes et de transit automnal, période à priori la plus à risque d'après les résultats des suivis de la mortalité ;

- par des températures supérieures à 10 °C, correspondant au seuil de température pour lequel 90 % de l'activité des noctules et sérotines est observée ;
- par des vitesses de vent inférieures ou égales à 4 m/s, correspondant à environ 98 % des contacts en altitude ;
- sur une tranche horaire allant de 1 heure avant le coucher du soleil à 1 heure après le coucher du soleil, soit toute la nuit ;
- en absence de précipitations.

Le choix du bridage s'est fait sur la mortalité constatée sur les éoliennes H7 et H10 et serait effectif depuis 2017. Néanmoins les 5 années de suivi montrent des contacts d'espèces autres que la Pipistrelle commune sur l'ensemble des éoliennes. Cette diversité doit-être pris en compte et des bridages mis en œuvre sur ces éoliennes.

En 2024, le cadavre d'une Noctule de Leisler a été retrouvé dans le périmètre de l'éolienne H13.

Avifaune

En année 5 (2019), 8 Milans noirs et 49 Milans royaux ont traversé le parc éolien en migration pré-nuptiale, et 27 Milans royaux l'ont traversé en migration post-nuptiale dans une seule journée sans présenter de comportements notables d'évitement des éoliennes, voire avec des comportements à risque.

Contrairement aux observations, les études concluent à un enjeu faible en raison d'une faible fréquentation du parc par ces espèces et d'une absence de mortalité.

L'inspection des installations classées estime au contraire que l'enjeu est fort au vu de la vulnérabilité de l'espèce notamment au regard du niveau de fréquentation et des comportements à risque du Milan royal identifiés par les suivis. L'inspection des installations classées estime qu'il y a un enjeu fort sur cette espèce. Une étude spécifique est donc demandée comprenant un nombre minimum de 8 jours de terrain répartis comme suit :

- **5 sorties entre mi-mars et mi-avril (installation des couples), plutôt entre 10h et 17h,**
- **3 sorties entre mi-mai et mi-juillet (nourrissage des jeunes), plutôt entre 9h et 13h.**

Les prospections doivent être réalisées par temps clair et ensoleillé, à partir de points d'observation élevés qui offrent un grand angle d'observation, en favorisant une recherche concentrique autour du projet.

Cette étude doit permettre de localiser les secteurs de cantonnement des couples, d'identifier clairement les zones de chasse et les voies de déplacements autour du parc éolien.

Le 24 juillet 2024 les cadavres d'un Faucon crécerelle et d'une Buse variable ont été trouvés dans le périmètre de l'éolienne H11.

Suivi environnemental à 10 ans

Le suivi à 10 ans est en cours, en l'absence de mortalité d'espèces protégées. L'inspection des installations classées réexaminera les conditions d'exploitation au regard des conclusions et des éventuelles propositions de mesures de réduction des impacts sur l'Avifaune et les Chiroptères en début d'année 2025 afin de mettre en œuvre les bridages dès le printemps.

En attendant, l'inspection des installations classées propose à Mme la Préfète, un projet d'arrêté de prescriptions complémentaires prenant acte du bridage actuel et demandant la réalisation d'une étude spécifique Milan royal en 2025.

Observation : Le site est fréquenté par des promeneurs. Afin de maximiser les informations de mortalité du parc, l'inspection des installations classées recommande à l'exploitant de sensibiliser les riverains.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

N° 2 : Section 4 – Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Autre, Formation des personnels intervenants
Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
Constats : L'exploitant a fourni l'attestation de formation de son personnel intervenant sur la CEPE de Haut-Chemin ainsi que celle du turbinier en charge de l'entretien des machines. Par sondage, l'inspection des installations classées a vérifié un extrait des interventions sur l'éolienne E7 attestant de l'effectivité d'une intervention menée par un personnel formé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Section 4 – Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Autre, Propreté de l'intérieur du de l'aérogénérateur
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : La visite de l'intérieur de l'éolienne H7, choisie par sondage, a permis de constater sa propreté effective et l'absence de stockage de matériaux combustibles ou inflammables .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Section 4 – Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18. I et II
Thème(s) : Autre, Contrôles périodiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« I. Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p> <p>« II. Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni les derniers rapports concernant le contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur sur l'éolienne H7 choisie par sondage conformément au présent article. Ces rapports ne font pas état d'anomalie.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Section 4 – Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Autre, Déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.</p> <p>Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'en phase de production de déchets lors de la maintenance des machines, un container était installé pendant toute la durée de cette opération de l'ordre de 5 à 6 semaines puis évacué en installation d'élimination régulièrement autorisées à cet effet. Si les déchets sont bien éliminés dans une installation régulièrement autorisée, la gestion en amont contrevient aux conditions garantissant les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement mentionnés du présent article 20.</p> <p>En l'état, étant donné que ce fait est passé et n'est plus constatable sur site, le container ayant été enlevé après la période de maintenance, il est rappelé à l'exploitant ses obligations quant à l'élimination des déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Section 4 – Exploitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/11/2022, article 20
Thème(s) : Autre, Déchets
Prescription contrôlée : Article R.541-45 I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "système de gestion des bordereaux de suivi de déchets". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique...
Constats : L'exploitant a fourni un BSD trackdéchet attestant de la bonne mise en œuvre des dispositions de cet article R.541-45 du Code de l'environnement. Le CEPE de Haut-Chemin est bien identifié comme producteur de déchets.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Section 5 – Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Astreintes sécurité
Prescription contrôlée : En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désignée et formée est en mesure : – de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ; – de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.
Constats : L'exploitant après avoir fourni les procédures d'arrêt d'urgence indique : <ul style="list-style-type: none">• Que les éoliennes sont monitorées et en capacité de détecter un fonctionnement anormal et de mettre la machine à l'arrêt. En cas de défaillance de ce système, la téléconduite permet une détection en temps réel de l'anomalie et de commander l'arrêt de la machine à distance. En cas de défaillance de ces systèmes, le centre d'exploitation situé à Langres peut intervenir en moins de 60 minutes;• Que le recours aux services d'urgence compétent intervient dans les 15 min après celles nécessaires à la levée ou à la confirmation d'une anomalie. Ce délai semble tenable avec les moyens de monitoring des machines et la téléconduite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Section 5 – Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte et de prévention incendie
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : La visite de l'éolienne H7 a permis de constater que l'éolienne à son pied disposait d'un extincteur neuf ainsi que le PDL en H1. Les moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie de la CEPE de Haut-Chemin ont bénéficié du renouvellement des 10 ans de l'ensemble de son parc d'extincteur en 2024. L'éolienne H7, est équipée également d'un détecteur de fumée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Section 4 – Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/08/2011, article 19
Thème(s) : Autre, Entretien
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : L'exploitant tient à jour, un registre par l'intermédiaire d'un logiciel de gestion de maintenance assisté par ordinateur (GMAO) où sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées ainsi que les personnels intervenants. L'exploitant a fourni un extrait du registre attestant de son effectivité sur l'éolienne H7. Le turbinier dispose également d'un logiciel GMAO propre pour ces interventions sur les machines, dont l'exploitant nous a également fourni un extrait attestant de l'effectivité de l'outil sur l'éolienne H7.
Type de suites proposées : Sans suite